25 ANS DE COOPÉRATION MILITAIRE BELGE AU BÉNIN : BILAN, PERSPECTIVES ET NÉCESSITÉS

Martin GOURGUE & Rodolphe VAN HÖVELL

© *BE Defence*

*Op 21 juli 2024 marcheerde een peloton Beninese en Belgische soldaten langs onze vorst, zijn regering en buitenlandse hoogwaardigheidsbeklederS. Enkele dagen later, op 1 augustus, marcheerde hetzelfde peloton over de Boulevard de la Marina in Cotonou voor de ogen van de Beninese president Talon. Deze dubbele gebeurtenis werd georganiseerd ter gelegenheid van de 25 jaar lange militaire samenwerking tussen de twee landen. Dit artikel biedt een kort overzicht van de context waarin de inzet van Defensie in Benin plaatsvond. Op basis van de conclusies en de uitkomst van dit engagement, pleiten de auteurs voor een bilaterale, "*whole-of-government-*aanpak" aanpak als kader voor acties van Defensie in West-Afrika.*

Martin GOURGUE est conseiller en politique de défense et analyse prospective au département d'état-major Stratégie (ACOS Strat). Entre 2022 et 2025, il a occupé la fonction d'officier traitant pour les affaires bilatérales avec l'Afrique de l'Ouest Il est également officier de réserve et a commencé sa carrière en diplomatie. Il s'est initialement orienté vers les affaires politico-militaires lors d'un passage à l'OTAN.

Le lieutenant Rodolphe VAN HÖVELL est chercheur Sahel et Afrique subsaharienne à l'Institut royal supérieur de défense (IRSD), après avoir été spécialiste en affaires européennes et multilatérales au sein de la division Politique de défense du département d'état-major Stratégie (ACOS Strat) et l'officier synthèse du groupe de travail de la Défense pour la présidence belge de l'UE (TF24).

L'engagement politique belge au Bénin, initié durant la décennie qui suivit la fin de la guerre froide, a connu plusieurs phases, qu'il est important de rappeler pour comprendre les enjeux de la volonté de réalignement de la politique sécuritaire en Afrique voulue par notre gouvernement actuel. De 1990 à 1994, les relations sécuritaires entre la Belgique et le Zaïre du

président Mobutu furent maintenues au minimum, dans un contexte d'exigences répétées de démocratisation au cours du mandat du ministre des Affaires étrangères et vice-premier ministre Willy Claes (1992-1994), position concertée entre la Belgique, la France et les États-Unis, notamment à la suite du massacre d'étudiants de l'Université de Lubumbashi par le régime de Mobutu, en 1990.

C'est ce contexte qui a vu le Premier ministre Jean-Luc Dehaene (1994-1999) réorienter l'action extérieure de la Défense belge vers le Rwanda, désormais axée sur des efforts multilatéraux de maintien de la paix (ONU). Toutefois, en 1994, l'issue dramatique de la participation des casques bleus belges à la MINUAR influença considérablement l'opinion politique et publique concernant l'envoi de militaires à l'étranger, et en particulier vers l'Afrique. À la suite de ces évènements, en 1997, une commission d'enquête parlementaire publia un rapport, formulant cinquante-cinq recommandations concernant les futurs engagements militaires belges à l'étranger. À partir de 1999, le Premier ministre Guy Verhofstadt (1999-2008), lui-même co-auteur du rapport Rwanda, mit en place le « plan stratégique de transformation » de son gouvernement, qui prônait une « limitation de l'empreinte au sol » des forces armées belges à l'étranger.

Ces différents facteurs poussèrent à la réorientation des partenariats de défense vers d'autres pays africains, d'où l'élaboration du nouveau concept de programmes de partenariat militaire (PPM) vers le Bénin et l'Afrique du Sud[1]. Le Bénin fut un choix délibéré, entre autres motivé par les changements démocratiques positifs qu'avait connu le pays dans la seconde moitié des années 1990, ainsi que par les caractéristiques géographiques et démographiques avantageuses du pays.

[1] Sénat de Belgique, *Demande d'explications de M. Christian Brotcorne au ministre de la Défense sur « les programmes de partenariat militaire » (nº 3-737)*, Annales du Sénat n° 3-106, 14 avril 2005, https://www.senate.be/www/?MIval=publications/viewPub&COLL=H&PUID=50333585&TID=50341458&POS=1&LANG=fr.

LE PREMIER PROGRAMME DE PARTENARIAT MILITAIRE (PPM) AVEC LE BÉNIN

Le 18 octobre 1999, un accord de coopération fut signé à Cotonou par des membres des états-majors de la Défense belge et des Forces armées béninoises (FAB), traduisant en cela la volonté du gouvernement belge[2] et du ministre de la Défense André Flahaut de nouer de nouvelles alliances en Afrique qui puissent convenir au contexte géopolitique belge et africain. La stratégie belge de l'époque peut être résumée comme suit, selon les termes du ministre lui-même : « participer à la stabilisation de l'Afrique centrale au moyen de partenariats bi- et multilatéraux »[3]. À ce titre, durant les années 2000, le rôle du Bénin se révéla multiple pour la Belgique : le pays fut aussi bien tête de pont pour des actions sécuritaires en Afrique centrale que terrain de formation du personnel militaire au Bénin, destinataire de dons de matériel et bénéficiaire du soutien proactif à la projection régionale des FAB à travers l'Afrique. L'accord-cadre de coopération de 1999 fut suivi par un accord exécutif en 2001. Dès 2000, des stagiaires béninois étaient déjà invités à l'École royale militaire (ERM)[4].

Dès 2000, le premier bâtiment du collège de Possotomé était construit par le génie belge. En 2001, le génie avait participé avec son homologue béninois à l'édification d'un dispensaire à Parakou. Le tracé de la nouvelle « route du Mono » entre 2001 et 2004 permit en outre à la Défense de rénover plusieurs établissements scolaires et de santé de la région, dans ce que

[2] Il faut aussi noter la signature d'un accord bilatéral entre la Belgique et le Bénin sur une assistance en matière de développement datant de 1998 (Installation d'une zone sanitaire dans le département du Mono).

[3] Sénat de Belgique, *Demande d'explications de Mme Sabine de Bethune au ministre de la Défense sur « la coopération militaire avec les pays du Sud » (nº 3-531)*, Annales du Sénat n° 3-94, 20 janvier 2005, https://www.senate.be/www/?MIval=publications/viewPub&COLL=H&PUID=50333307&TID=50339654&POS=1&LANG=fr.

[4] Voir fig. 3 *infra*

le ministre Flahaut présentait lors de sa visite d'État en 2002 comme l'effort d'une « armée moderne »[5]. Une portion de route fut inaugurée par le prince Philippe le 26 mars 2004[6].

En 2002, l'une des premières phases de collaboration avec les FAB porta sur l'entrainement sur aéronef HS-748 et sur la livraison de trois de ces unités. Plus tard, cinq hélicoptères Agusta A-109 seront également livrés, mesure qui fut également accompagnée d'entrainements en matière de maintenance et de pilotage. En dehors des aéronefs, la Défense a vendu et donné un matériel important aux FAB, comportant entre autres des blindés M-113, camions Volvo et DAF. Une partie importante de ce matériel fut livré par le navire de soutien et de commandement BNS Godetia.

[5] Pierre De Vuyst, « Une piste pour développer », DHnet.be, 17 février 2002, https://www.dhnet.be/actu/monde/2002/02/17une-piste-pour-developper-AOXKZFUIMBC5XO2DBJ6ZB2IWKU/.

[6] CALLENS, Bart, « Dossier Afrique : Coopération militaire avec le Bénin », in revue VOX, juin 2004, p. 11

Construction de la route du Mono : un exemple de participation de la Défense à l'essor économique et à l'accès aux services de toute une région par son désenclavement.

À partir de la fin 2006, la Défense s'est engagée à breveter et à entretenir les qualifications des parachutistes béninois. Un accord conjoint entre la Défense, les FAB et les Forces armées françaises prévoyait des cycles de formation de 30 mois. En cohérence avec ces formations, des exercices de grande envergure furent organisés presque annuellement au Bénin[7].

[7] À titre d'exemple : Cotonou 2001, Possotomé 2003, Donga 2003, Ouidah 2005, Porto-Novo, Alibori 2007, Cotonou, Dassa 2009. Voir www.lanouvelletribune.info.

© BE Defence

Le Port de Cotonou : une des portes d'entrée de l'économie d'Afrique de l'Ouest et atout majeur de l'action extérieure belge dans la région.

Dans les unités para-commando, on se souvient encore des opérations de brevetage massif de paras béninois, quand un C-130 était déployé presque en permanence à Parakou[8].

Un autre volet de l'engagement africain de la Défense des années 2000 passait par les missions de maintien de la paix de l'ONU. Alors qu'à l'origine la Belgique s'était engagée au sein de la MONUC (l'ancêtre de la MONUSCO) pour six mois en 2004, elle a marqué son empreinte par un soutien logistique à un détachement de casques bleus béninois au Congo.[9] Durant toute la période d'activité du détachement en question, du matériel de la Défense fut livré au

[8] Van Doorselaere, Kris, « Doc Africa : Exercice Donga 2003 » *in* revue VOX, Juin 2004, p. 13

[9] Sénat de Belgique, Question nº 3-1674 de M. Van Overmeire du 27 octobre 2004, Bulletin n° 3-29, 27 octobre 2004, https://www.senate.be/www/?MIval=publications/viewPub&COLL=B&PUID=50333363&TID=50340361&POS=1&LANG=fr.

contingent béninois par navire, dont l'une des escales était par ailleurs le port de Cotonou[10]. Cet appui à la MONUC ne prendra fin que le 30 juin 2010. [11]

Dans une optique similaire à celle adoptée pour la MONUC, de 2003 à 2004, la Défense a apporté un soutien logistique au déploiement des FAB en République de Côte d'Ivoire (ONUCI), dans un effort régional de rétablissement de l'ordre dans le contexte de la crise politique et de la guerre civile ivoirienne qui débute en 2002. Lorsque le mandat original de la CEDEAO fut remplacé par la résolution 1528 du Conseil de Sécurité, la Défense prolongea son soutien à l'ONUCI au travers des FAB jusqu'à la fin 2004. Le cas de l'ONUCI est tout aussi significatif de ce qu'on pourrait appeler l'approche « bi-multi latérale » adoptée par la Défense à l'époque[12].

Sur le plan maritime, durant cette période, la Défense a continué d'envoyer le Godetia dans divers ports d'Afrique de l'Ouest. Si les voyages du navire logistique de la Marine belge était perçu avant tout comme un exercice de relations publiques, il permettra aussi à la Défense de former à bord des équipages de la Marine nationale béninoise[13]. À partir de 2019, le programme PasPORT (Programme d'appui au secteur para-portuaire) fut initié par Enabel (l'agence fédérale belge de développement). Ce programme

[10] Sénat de Belgique, Question orale de M. Josy Dubié au ministre de la Défense sur « la saisie de matériel militaire belge à destination du Congo » (nº 3-1009), Question parlementaire au Ministre Flahaut, Annales du Sénat n° 3-152, 23 février 2006, https://www.senate.be www/?MIval=publications/viewPub&COLL=H&PUID=50334602&TID=50347272&POS=1&LANG=fr.

[11] La Chambre des Représentants - Question et réponse écrite n° 52-210 : Le soutien militaire belge au Bénin. - Strada lex, https://www.stradalex.com/fr/sl_src_publ_div_be_chambre/document/QRcrb_52-B087-440-0210-2009201010735.

[12] Ce terme n'est pas officiel et est utilisé par les auteurs pour caractériser l'approche politico-militaire de la Défense, en écho au terme « multi-bilatéral » qui fut utilisé pendant les travaux de rédaction de la Note stratégique belge pour le Sahel entre 2022 et 2023 par ailleurs. Voir note de bas de page 3 *supra*.

[13] Les programmes « African Voyage » du BNS Godetia se sont étendus de 2010 à 2020. Le navire était un outil de diplomatie militaire puissant, comme l'a montré la rencontre du CHOD belge (le général Delcour) avec le CHOD béninois en mars 2010.

représentait pour la Défense l'opportunité de former des membres de la Marine nationale sur le site du port de Cotonou, en soutien de l'initiative d'Enabel, qui vise à renforcer la gestion du port en général. Un premier accord, portant initialement sur la période allant de 2019 à 2024 et renouvelé depuis, permet aux deux organisations d'apporter à la Marine béninoise un soutien au-delà de 2025.

LA MENACE TERRORISTE DU SAHEL ET SES IMPLICATIONS POUR LA COOPÉRATION MILITAIRE DANS LES PAYS CÔTIERS

À partir de 2021, la menace terroriste s'étend au Nord-Bénin à partir du Sahel et plusieurs groupes armés issus du Burkina Faso montent en puissance dans les parcs naturels du septentrion béninois. Dans ce contexte, les FAB se tournent (entre autres[14]) vers la Belgique pour un soutien militaire, qu'elle obtient avec la formation de ses nouveaux soldats d'élite de la Garde nationale. Après l'avis d'opportunité politico-militaire favorable du département d'état-major Stratégie de la Défense (ACOS Stratégie) et une étude de faisabilité de l'ACOS Opérations & Entrainement (actuellement ACOS Readiness and Operations), la question est mise à l'agenda de la commission militaire mixte (COMIX, anciennement appelée « comité de direction », CoDir) qui a lieu à Cotonou en avril 2023.[15]

Ce soutien militaire apporté à la Garde nationale fut approuvé tant par l'état-major que par le Conseil des ministres. Le dossier opérationnel pour 2023 prévoyait donc une nouvelle sous-section « Golfe de Guinée et États

[14] Nina WILÉN, « What's Brewing in Benin? Security Collaboration in the Gulf of Guinea » *Egmont Policy Brief 361* (Institut Egmont), 24 octobre 2024, https://www.egmontinstitute.be/whats-brewing-in-benin-security-collaboration-in-the-gulf-of-guinea/.

[15] Les COMIX sont le canal de communication le plus formel entre les états-majors. C'est aussi un des rôles des COMIX que d'affiner et conclure les programmes de coopération bilatéraux entre partenaires.

côtiers », insistant sur l'urgence qu'il y avait à surveiller le « débordement de l'instabilité au Sahel sur les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest ». Il y a eu, depuis mars 2023, quatre sessions d'appui à la Garde nationale. En 2025, une autre session de trois mois sera organisée, en plus de celle de ce printemps. En un peu plus de deux ans, la Défense a formé près de 300 militaires béninois, au travers de modules variés et constamment réévalués.

Il est très probable qu'en 2026, cet appui prendra encore de l'ampleur au vu des vœux exprimés à la fin 2024 par le chef d'état-major général des FAB. Mais cet appui pourrait-il s'inscrire à nouveau dans un effort gouvernemental ? Nos autorités sont-elles prêtes à dessiner un plan d'action régional en engageant l'ensemble des départements concernés ? En fait, c'est déjà *de facto* le cas, mais rien n'est écrit. Pourtant, l'importance du Bénin non seulement comme acteur à d'importance régionale croissante, comme démocratie africaine et comme puissance économique le justifierait entièrement.

VERS UNE NOUVELLE COOPÉRATION STRUCTURELLE ?

Maintenir une vision à long terme

Depuis 2021, les évènements politiques ayant eu lieu au Mali, au Burkina Faso puis au Niger ont redessiné la carte des allégeances dans le Sahel et ont poussé les partenaires occidentaux à un redéploiement forcé. Une des conséquences les plus visibles est l'intérêt accru de ces partenaires pour la région des États côtiers. La Belgique, dans ce tumulte, démontre une certaine prévoyance, ayant misé sur un partenariat ancré dans le temps, avec des investissements dans la formation des futures élites béninoises. Cet outil de *soft power* puissant pourrait être davantage exploité en étant étendu à d'autres pays de la région, car c'est une clé du maintien d'un réseau basé

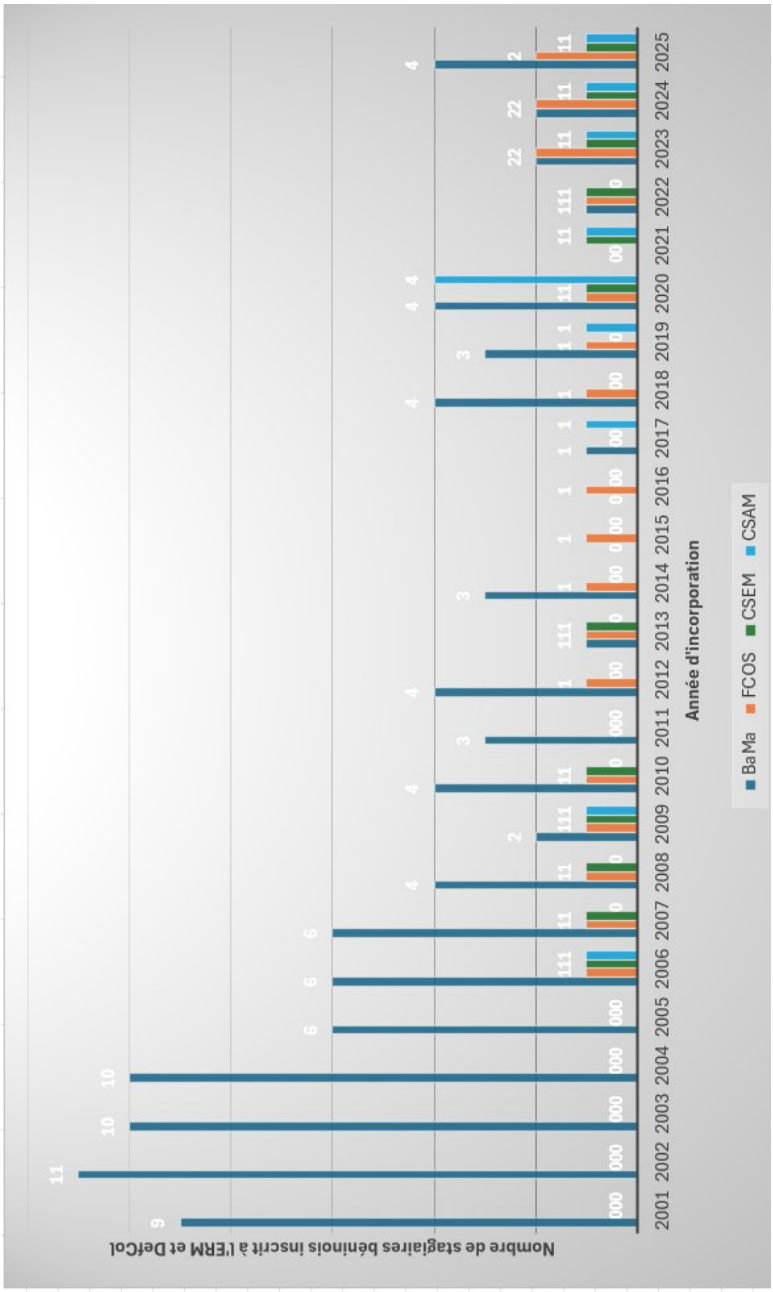
sur la confiance et la qualité de la formation. En effet les places réservées chaque année à l'ERM et au Collège de défense pour des stagiaires issus des pays partenaires sont un outil de diplomatie efficace sur le long terme et relativement peu onéreux pour la Défense.

Une approche régionale pour l'Afrique de l'Ouest

L'engagement de la Défense au Bénin reflètent aussi la projection d'un effort régional au travers du maintien de « l'expertise africaine » de la Défense, souvent mis en exergue par nos élites aussi bien au niveau politique que militaire[16]. Cette expertise reste essentielle pour la Défense, qui sera cheville ouvrière de possibles évacuations de non-combattants (NEO) dans les pays africains où les ressortissants belges sont nombreux. Parce que les NEO sont des opérations exécutées dans l'urgence, elles demandent un appui logistique permanent et performant, mis en place en accord avec les autorités locales. Il est nécessaire de rappeler l'intérêt de bénéficier d'une base arrière permettant, en cas de besoin, d'appuyer des opérations de la Défense sur le continent africain, ainsi que dans la zone du golfe de Guinée, importante pour le transit maritime des marchandises en direction des marchés européens

Au cours des dernières années, l'intérêt belge pour l'Afrique a évolué : en 2014, la note d'accord de gouvernement focalise l'action de la Belgique en Afrique principalement sur la région des Grands Lacs. Cela dit en 2016, la note de politique générale identifie en sus le Niger et le Bénin comme « partenaires privilégiés ». Mais ce n'est qu'en 2020 qu'une référence au Sahel en tant que région est insérée dans une note d'accord de gouvernement. Il faudra encore

[16] Notamment repris dans l'accord de coalition fédéral en janvier 2025 (voir Accord gouvernemental Bart De Wever, https://www.belgium.be/sites/default/files/resources/publication/files/Accord_gouvernemental-Bart_De_Wever_fr.pdf).



Effectif des stagiaires béninois à l'ERM, 2001-2024. L'éducation des cadres internationaux est un outil de soft-power puissant, apprécié et durable.

attendre la note stratégique pour le Sahel (2023) pour que la région du golfe de Guinée soit formellement ajoutée comme zone d'intérêt de l'action extérieure de la Belgique en Afrique de l'Ouest.

La Belgique reconnaît donc l'importance de la région côtière du Bénin, en particulier concernant le positionnement stratégique du port de Cotonou aussi bien d'un point de vue maritime que terrestre. À ce titre, notons que des intérêts privés, notoirement représentés par Port of Antwerp-Bruges International, y sont actifs via la gestion du port autonome de Cotonou pour neuf ans (accord signé en 2018), et l'établissement d'un plan directeur pour la réorganisation et l'agrandissement du port. L'importance du port de Cotonou est reconnue par l'UE, qui le perçoit comme l'une des portes d'entrées vers l'hinterland sahélien. L'initiative Global Gateway focalise des moyens provenant de l'UE pour les diriger autour d'axes vitaux en Afrique.

L'axe Cotonou-Niamey en est l'un des principaux[17]. En ceci, les efforts consentis par la Belgique autour du port de Cotonou sont en parfaite adéquation avec l'approche européenne, qui consiste notamment à renforcer nos partenaires sur le plan socio-économique, dans l'effort d'endiguement des groupes armés terroristes provenant du Sahel. Cette approche régionale contribue à renforcer l'influence de la Belgique dans le dessin de l'action extérieure de l'UE[18] en Afrique de l'Ouest. À l'avenir, une approche régionale de l'action de la Défense pourrait s'inspirer des lignes tracées par le Global Gateway.

[17] Voir Appui au Port de Cotonou – EEAS – Global Gateway, https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/2024/FICHE%20PROJET%20UE%20-%2017%20APPUI%20AU%20PORT%20DE%20COTONOU_compressed_0.pdf.

[18] La lettre interne envoyée par la Belgique (décembre 2024) à la Haute Représentante Kallas avec les signatures des 27 ministres des Affaires étrangères de l'UE et plaidant pour une approche plus proactive de l'UE en Afrique en est un signe.

Poursuivre une approche 3D

Il aura fallu attendre 2017 pour voir le principe de l'approche 3D (Défense-Diplomatie-Développement) exprimé clairement dans une note au Conseil des ministres. Ce document explique que l'approche 3D vise une « meilleure articulation, tant des options stratégiques retenues aux divers niveaux de pouvoir que des instruments qui y sont liés, est indispensable, sans que cela n'affecte leurs propres objectifs »[19]. Dans la pratique, et ce à partir de 2019, le programme PasPORT fut le seul projet qui ait concrétisé cette approche 3D belge au Bénin.

Contrairement à ce qui a existé au Niger, l'approche 3D au Bénin n'a jamais été formalisée.[20] Alors qu'il existe à l'heure actuelle une réelle volonté d'y activer cette approche (tables-rondes organisées par l'ambassade à Cotonou, discussions au niveau état-major de la Défense et Enabel, etc.), il est difficile d'imaginer une maximisation des effets d'un tel projet sans une définition d'objectifs claire et une concertation régulière entre les protagonistes. Les départements impliqués devraient se prononcer clairement en faveur de ces travaux en vue de la formalisation d'une approche 3D au Bénin.

Accords bilatéraux transparents et sur mesure

Les programmes bilatéraux sont efficaces et permettent de maîtriser l'initiative et les objectifs. En inscrivant ces programmes dans une approche 3D, on peut élargir la définition de ces objectifs à l'échelle du

[19] Voir la Note stratégique Approche globale, 2017, https://diplomatie.belgium.be/sites/default/files/2022-05/note_strategique_approche_globale.pdf.

[20] Note : à ce jour, il existe un accord-cadre de coopération entre la Défense et Enabel couvrant la région d'Afrique de l'Ouest et un accord spécifique de coopération sur le projet ProPORT (suite de PasPORT). Le premier est une déclaration d'intention entre les deux départements, le second est un accord technique d'exécution.

gouvernement, et donc rendre plus efficace l'action extérieure. Déjà en 2021, une publication de l'IRSD soulignait que la Défense portait un intérêt croissant aux engagements bilatéraux en Afrique.[21] On peut remarquer aujourd'hui que ces initiatives auront prouvé leur efficacité sur le long terme.

La transparence des relations de la Défense avec le Bénin constitue un précédent positif pour l'ensemble de l'action extérieure belge dans la région. De manière plus générale, les réseaux déployés par l'action de nos attachés de défense pour des contacts informels se sont aussi avérés être des outils efficaces.

Un général béninois en visite à l'état-major de la Défense à l'été 2024 soulignait la nécessité pour les partenaires occidentaux de « tropicaliser » leurs formations, ce que la Belgique a réussi avec succès. La qualité des formations qui ont été fournies au Bénin est devenue presque proverbiale pour les membres des FAB. Les évaluateurs belges sont perçus comme étant rigoureux et exigeants autant dans les formations qu'ils offrent sur le terrain qu'à l'ERM. Cette caractéristique est particulièrement appréciée par les officiers béninois.

[21] Myrto Hatzigiorgopoulos, « La Belgique et le multilatéralisme en Afrique : entre rhétorique et pratique », Sécurité et Stratégie (Institut royal supérieur de défense), n° 148, juin 2021, https://www.defence-institute.be/wp-content/uploads/2021/06/ss-148.pdf.

CONCERNANT L'IMPLICATION PROACTIVE DE LA DÉFENSE DANS L'ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE AFRICAINE POUR LA BELGIQUE

Comme l'écrivait le Prof. Mattelaer à propos de l'Ukraine, l'engagement continu de la Défense augmente les chances de la diplomatie («de voortdurende defensie-inspanning die de diplomatie nieuwe kansen geeft »). Ainsi, ces deux outils de l'action extérieure sont liés l'un à l'autre, se facilitent la tâche l'un à l'autre et se complètent dans des circonstances constamment changeantes («Die twee uitingen van de manier waarop een land zich tot het buitenland verhoudt, staan nooit los van elkaar. Ze maken elkaar net mogelijk en vullen elkaar aan in steeds wisselende omstandigheden»). [22]

C'est certainement d'autant plus significatif dans le contexte de grands changements géopolitiques que nous connaissons. Depuis plus de 25 ans en Afrique de l'Ouest, la Défense permet à la Belgique de rester un partenaire engagé, ouvert et fiable.

Il ressort du bilan de cette approche 3D au Bénin que ni les revirements d'allégeance dans le Sahel, ni les incertitudes politiques et sécuritaires dans toute l'Afrique de l'Ouest n'aient fondamentalement ébranlé la base de confiance dont la Défense continue de bénéficier auprès de son partenaire béninois, qui semble rester ouvert et disposé à perpétuer une collaboration.

Ce cas d'étude globalement positif au Bénin pourrait inciter la Belgique à appliquer une approche 3D similaire à d'autres partenaires dans cette région d'importance géopolitique capitale pour la stabilité politique et économique de l'Europe.

[22] Alexander Mattelaer, "Voorbij de valse tegenstelling tussen diplomatie en defensie" De Standaard, 7 janvier 2025, https://www.standaard.be/opinies/voorbij-de-valse-tegenstelling-tussen-diplomatie-en-defensie/40814904.html.

Ces circonstances, couplées à la relation de confiance avec le SPF Affaires étrangères, pourraient encourager la Défense à prendre davantage d'initiatives dans l'élaboration de la politique extérieure belge.

Même si la direction de l'action extérieure belge reste une prérogative des Affaires étrangères, la Défense pourrait davantage mettre en avant son expertise en surpassant son traditionnel rôle d'acteur. L'accord de gouvernement de 2025, mis en pratique par l'exposé de politique générale du ministre de la Défense, montre de nombreux signes allant dans ce sens.

Mots-clés : coopération militaire, approche 3D, Bénin, Afrique